

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 29/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PACKAGING NORD-EST**

11 Route industrielle

BP 1

68320 Kunheim

Références : 0006702131\_2023\_0720\_VIIC DS SMITH\_Painte  
Code AIOT : 0006702131

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING NORD-EST implanté 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrivait dans le cadre d'un signalement à Madame le Procureur. Cette visite a permis de vérifier si les éléments signalés sont conformes ou non à la réglementation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PACKAGING NORD-EST
- 11 Route industrielle BP 1 68320 Kunheim
- Code AIOT : 0006702131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DS SMITH est spécialisée dans la fabrication de carton. 300 personnes travaillent sur le site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Les thèmes retenus s'inscrivent dans le cadre d'une plainte sur des thématiques variées dont l'eau et l'incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 5.4, 4ème alinéa	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Conduite de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Protection incendie du stockage de bois	Arrêté ministériel du 5/12/2016, article 4.2		Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Valeurs de rejets des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 7.3	/	Sans objet
9	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.11	/	Sans objet
11	Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Point de rejets	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 5.5	/	Sans objet
10	Déchets	Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 9.1	/	Sans objet
15	Déboisement	Code de l'environnement – article R 122-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater l'existence de non conformités.

**L'inspection inopinée a mis en exergue des défaillances organisationnelles ne permettant pas à l'exploitant de garantir en toutes circonstances la sureté de ses activités vis à vis de l'environnement immédiatement adjacent.**

L'inconsistance des registres, de suivi du bon fonctionnement de l'installation de traitement, des incidents survenus sur site, des données d'autosurveillance, de formation à la conduite de la station de traitement, ne permettent pas à l'exploitant d'attester de la conformité de ses installations à son arrêté préfectoral d'autorisation.

L'impact du déversement accidentel de 5 m<sup>3</sup> de soude n'a pas pu être qualifié étant donné l'absence d'analyse trimestrielle de pH sur cette période.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan des réseaux de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 5.4, 4ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection a demandé aux personnes représentant l'exploitant le plan des réseaux de collecte. Ces plans datés du 11/04/2013 ont été remis à la fin de la visite. Ils ont également été transmis à l'inspection par mail le 5 septembre 2023. En revanche, le contenu attendu de ces plans selon la prescription contrôlée n'apparaît pas complètement. Il convient que l'exploitant mette à jour ces plans et y fasse apparaître les organes de sectionnement et de mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Contrôle des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume rejeté dans le Rhin est contrôlé tous les jours. La DCO est contrôlée toutes les semaines. Les autres mesures sont faites tous les trimestres [cf paramètres visés à l'article 7.3]. L'industriel communique les résultats via le système informatique GIDAF.
<b>Constats :</b> <u>Pour le volume rejeté dans le Rhin :</u> L'exploitant relève manuellement et journalièrement les indices de compteurs permettant d'estimer le volume rejeté. La fiche de suivi pour Juillet 2023 disponible proche du point de rejet au sein de la station d'épuration en atteste. L'exploitant déclare ne pas rejeter pendant les weekend. Après vérification dans l'application GIDAF, l'exploitant a renseigné les débits de rejets jusqu'au 31 janvier 2023. Aucune autre valeur n'a été trouvée après cette date. .  <u>Pour la DCO :</u> le représentant de l'exploitant a présenté en fin de visite un tableau non informatisé pour le mois de juillet 2023. Ce tableau fait apparaître les mesures hebdomadaires en DCO. Après vérification dans l'application GIDAF, l'exploitant a renseigné les valeurs de la DCO jusqu'en janvier 2023. Aucune autre valeur n'a été trouvée après cette date. Pour l'année 2022, ces valeurs sont reportées dans GIDAF.  <u>Pour les autres mesures devant être réalisées trimestriellement :</u> le représentant de l'exploitant a transmis les rapports d'analyse suivants ; 24/02/2021, 14/04/2021, 07/07/2021, 3/12/2021, 01/03/2022, 4/05/2022, 26/09/2022, 13/12/2022, 23/05/2023. L'inspection des installations classées constate qu'il manque 1 rapport en 2023. Par ailleurs, certains de ces rapports n'incluent pas l'ensemble des analyses réglementairement exigées. A titre d'exemple, après examen du rapport du 13/12/2022, il apparaît que les valeurs de température, de pH, des hydrocarbures, des composés organiques halogénés, de l'indice phénols, ne sont pas indiquées. Dans le rapport d'analyse le plus récent du 23/05/2023, il manque le pH, les hydrocarbures, les composés organiques halogénés, l'indice phénol.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 3 : Valeurs de rejets des eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets eaux usées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux usées une fois traitées sont rejetées dans le Rhin canalisé, environ 80 m3/j. Les rejets doivent respecter au minimum les caractéristiques suivantes : Température : inférieure à 30 °C PH : entre 5,5 et 8,5 DCO : inférieure à 300 mg/l DBO5 : inférieure à 100 mg/l MES : inférieures à 100 mg/l/j Hydrocarbures : inférieurs à 10 mg/l Composés organiques halogénés : inférieurs à 1 mg/l Indice phénols : inférieurs à 0,3 mg/l

Phosphore : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle Azote : 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle
<b>Constats :</b> Les valeurs de la DCO, de la DBO5, des MES présentes dans les rapports trimestriels examinés par les inspecteurs (cf. Constat précédent) sont conformes aux valeurs de l'arrêté préfectoral. L'inspection ne peut pas statuer sur la conformité des valeurs pour les paramètres manquants (voir constat précédent).
<b>Observation :</b> il est attendu que l'exploitant transmette une analyse des eaux usées prenant en compte l'ensemble des paramètres décrits dans la prescription contrôlée ci-dessus dans un délai de 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant mesure le pH comme paramètre de suivi du bon fonctionnement de la STEP à trois endroits : bassin de traitement biologique, bassin de traitement des encres et sortie STEP vers le milieu naturel.  Aucune de ces mesures n'est associée à une alarme permettant d'arrêter le rejet vers le milieu naturel en cas de non conformité de la valeur du pH.  Les valeurs de pH sont relevées manuellement une fois par jour. Leur valeur est représentative de la seule qualité des effluents à l'instant de la relève. Il n'existe pas de registre, juste un tableau blanc où, d'après le représentant de l'exploitant, certaines informations sont indiquées.  Deux tableaux mensuels (pour le mois de juillet 2023 uniquement) mentionnant, entre autre les valeurs de pH ont été transmis par le représentant de l'exploitant : - Un tableau format A4 "préleveur de juillet" : y figurent un indice compteur sans autres précisions pour les jours ouvrés et pour certains jours une valeur de pH (pas pour tous les jours avec un rejet), le renseignements des paramètres contenus dans ce tableau (dont le pH) est aléatoire ; - Un tableau format A3 "autosurveillance _mesures laboratoire" : tous les paramètres prévus dans cette fiche ne sont pas suivis et ce document ne peut pas être considéré comme un suivi de bon fonctionnement de la STEP. Les mesures relevés dans ces tableaux sont incomplets et parfois illisibles, ces tableaux étant renseignés de façon manuscrite.  La comparaison entre les deux tableaux sus-visés a permis de constater des valeurs incohérentes de pH entre les 2 tableaux. Par exemple pour le 3 juillet, la valeur de pH est de 7,9 pour le tableau A4 et 7,6 pour le tableau A3. En conséquence, ce suivi ne répond pas à la prescription contrôlée.
<b>Observation :</b> L'inspection des installations classées note que ces conditions de suivi de la STEP ne sont pas de nature à permettre d'anticiper et/ou limiter les périodes d'indisponibilités de l'installation de traitement et ainsi garantir une protection suffisante du milieu récepteur recevant les effluents traités. Au vu des constats réalisés et de l'incident de déversement de soude, il apparaît que la

relève systématique du pH asservi à une alarme est nécessaire pour fiabiliser et sécuriser le fonctionnement et l'entretien de l'installation de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Conduite de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduite de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.[...]
<b>Constats :</b> Le responsable HSE actuel a indiqué qu'il gèrait lui même la station et que depuis quelques jours, cette fonction était sous-traitée à un agent d'une entreprise spécialisée extérieure. Aucun document contractuel prouvant la délégation de la gestion de la STEP à un prestataire externe formé n'a pu être produit par l'exploitant.  Le représentant de l'exploitant a transmis par mail le 5 septembre 2023 une fiche de suivi de formation interne pour un agent en 2019. Pour les périodes suivantes, aucune attestation de formation adéquate n'a pu être présentée pour les agents successivement en poste : - de 2020 à septembre 2022 ; - de novembre 2022 à avril 2023 ; - depuis avril 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Point de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejets dans le milieu naturel sont [...] aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure de débit.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue au niveau du point de rejet dans le milieu naturel au niveau du Rhin. Les prélèvements peuvent être effectués : - en sortie station, à l'endroit où le préleveur de l'exploitant est positionné, - au niveau du rejet dans le Rhin : un regard sur berge permet d'accéder au rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]

**Constats :**

Le jour de l'inspection, le sol des locaux abritants les installations de traitement des eaux usées ainsi que certains pupitres sont couverts de poussière noire.

Par ailleurs, la mur extérieur de la station d'épuration présente une trace sombre le long d'une tuyauterie transportant des encres. L'exploitant explique qu'une fuite est survenue quelques jours auparavant sur cette tuyauterie. L'exploitant déclare que le volume fuyard était faible sans pouvoir le quantifier. Aucune trace d'encre n'est observée au sol ou dans la végétation alentour.



**Type de suites proposées :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de suites :** 1 mois

**N° 8 : Surveillance des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, 58 II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Méthodes de mesures

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

article 58 II :[...] les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.[...]

**Constats :**

L'inspection a constaté sur site que le préleveur est situé dans une enceinte réfrigérée. Il est asservi au débit (décompte observé directement sur le préleveur le jour de l'inspection) et réalisé sur 24 heures.

L'inspection a consulté sur site le rapport de l'IRH (organisme extérieur) concernant le Diagnostic des dispositifs d'autosurveillance du 19 au 20 décembre 2022.



<p>Le rapport indique notamment que:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mesure de débit réalisée par l'exploitant s'écarte significativement de la mesure réalisée sous accréditation ;</li> <li>malgré une gestion conforme des échantillons par l'exploitant, les résultats des analyses réalisées en interne pour les paramètres ST-DCO et MES s'écartent significativement des résultats des analyses réalisées par un laboratoire accrédité.</li> </ul> <p>Au vu des remarques formulées dans ce rapport, il convient que l'exploitant mette en oeuvre les mesures correctives permettant d'assurer la fiabilité, répétabilité et reproductibilité de son autosurveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Capacité de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 4.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Capacité de rétention et stockages.</p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> La mise sur rétention des produits chimiques a été constatée aux principaux points de stockage de produits chimiques du site :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Derrière la station, l'inspection a constaté la présence de 3 cuves d'acides stockées dans des doubles enveloppes, ainsi que des bidons bleus vides.</li> <li>Dans le local de stockage des huiles usagées, le représentant de l'exploitant a indiqué que c'est le bâtiment qui fait rétention avec un point bas au niveau d'un regard qui n'était pas accessible et qui n'a pas pu être vu.</li> <li>Dans la station d'injection de la soude, un caniveau est, d'après le représentant de l'exploitant, relié à la station d'épuration.</li> <li>Dans la station, un regard de sécurité de 200 m<sup>3</sup> (d'après le représentant de l'exploitant) permet de recueillir les liquides.</li> </ol> <p>Sur ce dernier point, des doutes subsistent quant à l'assurance en tout temps d'un volume de rétention adapté. Par mail du 21/07/2023, le représentant de l'exploitant a transmis les éléments suivants : "Les volumes des cuves dans le local intérieur de la STEP, figurant au-dessus du bassin de sécurité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le décanteur 8m<sup>3</sup> : Plein en permanence</li> <li>- La cuve de préparation de colle : 6m<sup>3</sup> : utilisée avec un taux de remplissage à 66% soit 4m<sup>3</sup>.</li> <li>- La cuve de préparation des encres : 20m<sup>3</sup></li> <li>- La R35 : 4m<sup>3</sup> utilisée comme tampon lorsque la concentration des encres comporte plus de 20m<sup>3</sup>,</li> </ul>

<p>elle peut recevoir potentiellement 4m<sup>3</sup>.</p> <p>- La R50 : 30m<sup>3</sup> utilisée lors de problèmes au cours de la concentration. Très peu utilisée, actuellement vide.</p> <p>Les volumes présents dans la STEP sont donc évalués à 68 m<sup>3</sup> au maximum. Les volumes stockés lors de l'inspection étaient évalués à 27m<sup>3</sup> selon l'exploitant.</p> <p>Le bassin de sécurité est de 200m<sup>3</sup>. Son taux de remplissage lors de l'inspection était de 50% selon les dires de l'exploitant. L'inspection a constaté son remplissage effectif.</p> <p>Le schéma de fonctionnement de la station d'épuration indique que les trop pleins de la STEP arrivent également dans le bassin de sécurité (en fonctionnement normal). Or la rétention a également un usage en cas de déversement accidentel.</p> <p>L'exploitant indique vidanger régulièrement la rétention et évacuer les effluents en déchets. Le jour de l'inspection, aucun Bordereau de Suivi de Déchet (BSD) attestant de cette vidange régulière n'a pu être fourni par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, considérant le double usage de la rétention, aucun justificatif ne permet de s'assurer que la bassin de sécurité peut être assimilé à un bassin de rétention pour l'ensemble du local.</p> <p>D'autre part, il n'est pas certain que les liquides s'écoulent vers le bassin de sécurité. Au vu de l'absence des justificatifs, il n'est pas possible de statuer sur la conformité de ce point.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Il est attendu, dans un délai de 1 mois que l'exploitant apporte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justificatifs de dimensionnement des cuves de stockage et du bassin de sécurité,</li> <li>- justificatif du bon écoulement des liquides de la surface de rétention vers le bassin de sécurité,</li> <li>- justificatifs permettant de s'assurer de l'absence d'incompatibilités chimiques pour le stockage des produits.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 10 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/12/2021, article 9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi [...]</p>
<p><b>Constats :</b> Une personne référente pour la gestion des bordereaux de déchets (BSD) est désignée.</p> <p>La gestionnaire des bordereaux de suivi des déchets a présenté le registre électronique tenu à jour. Le dernier BSD date du 22/06/2023.</p> <p>La gestionnaire des bordereaux de suivi des déchets a expliqué que depuis 2022, une partie des Bordereaux de suivis de déchets dangereux est renseignée sur l'application Track Déchets. Une autre partie reste en version papier car les entreprises qui prennent en charge ces déchets n'utilisent pas encore cette application.</p>
<p><b>Observation :</b> L'inspection des installations classées note toutefois que parmi les BSD consultés, nombre d'entre eux sont difficilement lisibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 11 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article 9</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue au local de stockage des huiles usagées. Le bâtiment fait rétention d'après le représentant de l'exploitant, mais il existe une fosse dont l'étanchéité n'a pas pu être constatée, des déchets étant stockés par dessus. L'inspection ne peut pas statuer sur la conformité de ce point de contrôle. Il convient que l'exploitant fournisse les éléments attestants de l'obturation de cette fosse..
<b>Observation :</b> Il est attendu, dans un délai de 1 mois que l'exploitant apporte les éléments suivants : - justificatif de l'étanchéité de la fosse, - justificatifs de dimensionnement de la rétention et de la fosse, - justificatif du bon écoulement des liquides de la surface de rétention vers la fosse.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°12 : Protection incendie du stockage de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 5/12/2016, article 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :  a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
<b>Constats :</b> Lors de la visite sur site au niveau du stockage de palettes, l'inspection a constaté l'absence d'extincteurs. Par mail du 2 août 2023, l'exploitant a précisé qu'un extincteur 45L à eau pulvérisée est installé pour couvrir le stock de palettes. Cependant, cet élément ne permet pas de s'assurer du respect de la prescription contrôlée (accessibilité, visibilité, suffisance des moyens par rapport au volume/surface).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] ainsi que des éventuelles installations électriques [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté plusieurs registres de sécurité retraçant les dates des vérifications périodiques des installations suivantes :

- vérification annuelle des extincteurs, poteaux d'incendie, RIA (2020, 2021, 2022)
- entretien et vérification du système d'extinction automatique (2020, 2021, 2022)
- vérification des installations électriques : 2021, 2023

Il a également transmis les rapports de vérifications suivants par mails des 21 juillet et 5 septembre 2023 :

- sprinklers : rapport semestriels des, 10/06/2020, 09/12/2020, 8/06/2021, 7/12/2021, 7/06/2022 15/12/2022 ;
- poteaux d'incendie : rapport du 29/09/2021, 21/12/2022 permettant la vérification de 9 poteaux (les débits simultanés ne sont pas indiqués) ;
- centrale incendie (bâtiment maintenance) : rapport du 7/02/2020, 2/09/2020, 23/08/2021, 08/09/2022 ;
- détection incendie et extinction automatique à gaz : rapport du 05/02/2020, 23/08/2021, 21/02/2022, 23/08/2022, 08/09/2022, 31/01/2023 ;
- extincteurs et RIA : 01/06/2020, 30/09/2020, 21/10/2022 ;
- installations électriques : 10/2021 et 17/02/2023. Des inscriptions manuscrites indiquent clairement l'avancée de la mise en conformité de l'installation. Ce mode de fonctionnement n'apparaît pas sur le rapport de 2023.

L'exploitant assure régulièrement les vérifications des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Concernant la maintenance des appareils, l'inspection a examiné les rapports et constate que :

- les observations du rapport de vérification de la détection incendie et de l'extinction automatique à gaz du 23/08/2022 n'apparaissent plus dans le rapport du 08/09/2023.
- Pour l'installation d'extinction automatique à eau, le dernier rapport du 15/12/2022 indique au chapitre IX des écarts par rapport au référentiel dont certains datent de 2018.
- le suivi des levées d'observations a été réalisé pour les installations électriques suite au rapport de vérification de 2021 mais pas en 2023.

D'une manière générale, l'exploitant n'a pas justifié de la réalisation effective des opérations de maintenance (sauf pour le rapport de vérification des installations électriques de 2021).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : Déclaration d'incident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration d'incident

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à

jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'organisation de l'exploitant lui permet de suivre les incidents survenus sur site. Chaque incident notable fait l'objet d'une fiche d'analyse conservée :</p> <p>1/ au plus proche du poste de travail de survenue de l'incident,</p> <p>2/ dans des registres informatisés et papier disponible dans les locaux administratifs.</p> <p>En 2022, la dernière fiche incident date du 25 novembre. En 2023, aucune fiche incident n'est bancarisée avant le 17 juillet. L'exploitant indique que dans l'intervalle les fiches incidents n'ont plus été bancarisées et/ou établies pour cause de réorganisation non aboutie et mouvement de personnel.</p> <p>L'inspection a interrogé le représentant de l'exploitant sur la survenue d'un incident notable lié au déversement de soude et mentionné par le "plaignant". D'après lui, un rejet de soude a effectivement eu lieu au redémarrage de l'installation soit le 3 janvier 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter d'exemplaire de la fiche incident qui aurait dû être établie en 2 exemplaires. Le représentant de l'exploitant n'a pas apporté d'autres précisions quant à la quantité déversée et les impacts potentiels.</p> <p>L'Inspection n'a pas été informée de cet évènement, pourtant susceptible d'avoir une incidence significative sur l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées note par ailleurs qu'en l'absence d'un registre de suivi clairement établi des principaux paramètres de la STEP, il est impossible d'évaluer les impacts environnementaux d'un tel incident.</p> <p>Par mail du 6 septembre 2023, le représentant de l'exploitant a transmis le compte rendu de réunion du CSSCT du 13 janvier 2023 qui mentionne cet incident : <i>"Ecoulement de soude vers la STEP (3/01/23) : l'intervention d'une entreprise extérieure sur la balance contrôlant l'injection de soude a nécessité la purge du système au moyen d'une vanne restée ouverte et au redémarrage le 3/01/23 c'est 5 m3 de soude qui se sont retrouvés dans le bassin de la STEP avec un impact sur pH(élevé). Une procédure et une modification du système ont été faites."</i></p> <p><b>Observation :</b> il est demandé à l'exploitant de communiquer le rapport prévu à l'article R512-69 dans un délai d'un mois (communication de la fiche BARPI).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 15 : Déboisement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement. Article R 122-2 et son annexe
<b>Thème(s) :</b> Déboisement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. – Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article <a href="#">L. 122-1</a>, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau [...]</p> <p>47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols.</p> <p>a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares. : projets soumis à évaluation environnementale</p> <p>a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. : projets soumis à examen au cas par cas</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté, au niveau du stockage de palettes, le déboisement d'une partie de la zone boisée. L'exploitant a transmis par mail du 21 juillet 2023 l'autorisation de défrichage pour un total de 0,348 ha.</p> <p>Il a également transmis par mail du 5 septembre 2023 une facture du défrichage du futur emplacement du stockage de palettes qui mentionne "abattage d'arbre sur une surface de 2000 m<sup>2</sup>, sans indiquer la date d'intervention.</p> <p>La prescription contrôlée est conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suites
<b>Proposition de suites :</b> sans objet